



## MINISTÈRE DES OUTRE-MER

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Paris, le 26 novembre 2020

### Communiqué de presse

#### **Nouvelle réunion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie en format « Leprédour »**

Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer et des représentants des principales formations politiques calédoniennes se sont réunis, ce jeudi 26 novembre 2020 à 7h, heure de Nouméa (mercredi 25 novembre à 21h, heure de Paris) en format « Leprédour ».

Ce format, composé de cinq élus indépendantistes et cinq élus non-indépendantistes, s'était réuni pour la première fois lors de la visite du ministre en Nouvelle-Calédonie le 29 octobre dernier.

Cette réunion a permis de poursuivre les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, comme ses participants s'y étaient engagés, en abordant le sujet central du nickel. L'échange a ainsi permis d'aborder, dans l'hypothèse où un troisième référendum relatif à l'indépendance du territoire serait organisé, les conséquences du vote "oui" et celles du vote "non" sur cette industrie stratégique fortement soutenue par l'Etat.

Les enjeux auxquels font face les trois ensembles industriels métallurgiques en Nouvelle-Calédonie ont été évoqués. Les participants à la réunion ont partagé leurs propositions de réponses économiques dans un contexte de marché et de concurrence mondiale très différent de celui des années 1997-1998, au cours desquelles les accords de Bercy puis de Nouméa avaient été négociés.

Plus précisément, la reprise de l'usine du Sud a été longuement abordée. Le ministre des Outre-mer a rappelé les priorités constantes de l'Etat dans ce dossier : le respect du droit, la sauvegarde des emplois sur le site et la préservation de l'environnement. Regrettant à nouveau de n'avoir reçu l'offre dite "Pays" qu'à la veille de la fin de son long déplacement d'octobre, il a fait état de la difficulté posée, pour l'Etat, par le silence des partenaires industriels de cette offre. Alors même que le processus de reprise, engagé en avril, touche à sa fin de manière imminente, l'Etat n'a reçu aucune demande de leur part. Ces derniers jours et à la demande du ministre, des tentatives répétées ont été engagées via le réseau diplomatique français pour entrer en contact avec la société Korea Zinc ; sans succès.

Afin d'avancer de manière constructive sur ce dossier, une table ronde sera organisée par l'Etat dans les prochains jours. Le haut-commissaire en annoncera la date dans les meilleurs délais. Elle permettra en premier lieu à chacun d'exprimer ses attentes et ses interrogations sur le devenir du site. En second lieu, elle pourra éclairer la place des actionnaires calédoniens dans le contrôle de l'outil de production, les sujets relatifs au pacte social et au pacte de développement du grand Sud et les questions environnementales.



## MINISTÈRE DES OUTRE-MER

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Les membres du format « Leprédour » sont convenus de se revoir, dans les prochains jours, pour continuer le dialogue initié en octobre et dont le ministre a rappelé qu'il le poursuivra au service des Calédoniennes, des Calédoniens et de l'avenir du territoire.

Le prochain échange permettra de prolonger et d'approfondir les discussions engagées sur le rôle du nickel dans l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. La demande exprimée par certains d'un "préalable minier" ainsi que sa finalité, le contenu de la "doctrine nickel", le soutien actuel et futur de l'État à la filière, la dimension environnementale seront abordés. Enfin, le ministre a fait part de sa volonté de réaliser un état des lieux précis sur la situation des trois usines calédoniennes et des conditions de leur rétablissement à court, moyen et long terme.

Comme l'a indiqué plusieurs fois le ministre des Outre-mer, la situation économique, mais aussi sanitaire, exige désormais des échanges politiques sur la stratégie à adopter. Le Gouvernement prend ses responsabilités, mais cela doit se faire nécessairement dans un dialogue opérationnel avec l'ensemble des parties prenantes, y compris la société civile, qui repose sur des éléments tangibles et concrets.

---

Contact presse du ministère des Outre-mer

01 53 69 26 74

[mompresse@outre-mer.gouv.fr](mailto:mompresse@outre-mer.gouv.fr)